

NEWSLETTER

Sophie PANTEL, Députée de la Lozère – **Serge Gayssot**, suppléant

N°11 Janvier 2026

Pour rappel, si vous ne souhaitez plus recevoir la newsletter, vous pouvez vous désinscrire en cliquant sur ce lien.

Édito

Chères Lozériennes, chers Lozériens,

Cette semaine, l'Assemblée nationale a adopté deux textes à vocation de réparation. Des textes qui interrogent parfois : à quoi ça sert, concrètement, de réparer ? Pourquoi revenir sur des blessures anciennes ? La réponse tient dans les mots qui suivent.

J'ai reçu ce message après le vote unanime concernant la reconnaissance de l'histoire des ex-mineurs de La Réunion. Un message d'une force et d'une dignité rares, qui dit mieux que n'importe quel discours ce que signifie la justice quand elle est enfin rendue, et ce que peut réparer un vote quand il est porté collectivement, au-delà des clivages.

Lire ces mots, c'est comprendre que ces textes ne sont ni symboliques ni abstraits. Ils apaisent, ils reconnaissent, ils réparent.

J'ai été profondément fière de voter ces deux textes.

Fière et heureuse que la représentation nationale ait su, cette fois, parler d'une seule voix.

Fière d'avoir pris part à un moment d'humanité et de justice.

Bien à vous,
Sophie Pantel

Mesdames les Députées,
Messieurs les Députés,

Ce mercredi 28 janvier 2026, nous étions présents dans cet hémicycle pour vous écouter, deux d'entre nous ont traversé l'océan de l'île de La Réunion jusqu'à Paris, plusieurs se sont déplacés de toute l'Hexagone.

Dans le silence attentif de la salle, l'émotion était palpable, presque tangible.
Chacun de vos mots est venu apaiser nos maux.

Chacune de vos prises de parole a résonné en nous avec une justesse rare, comme une reconnaissance longtemps attendue.
Cette date restera à jamais gravée dans nos mémoires.

Votre vote unanime, au-delà des sensibilités politiques, nous a profondément touchés. Il nous a rappelé que, parfois, l'humanité sait parler d'une seule voix.
En 2014, nous étions entrés dans cet hémicycle pour le vote d'une résolution grâce à Éricka BAREIGTS, Députée de La Réunion à l'époque.

Ce mercredi 28 janvier, nous en sommes sortis honorés, reconnus, enfin entendus grâce à la Députée Karine LEBON qui a porté cette proposition de loi avec tant de conviction.
Victor Hugo écrivait : « *Les mots manquent aux émotions.* »

Et pourtant, aujourd'hui, nous voulons vous dire combien vos applaudissements nous ont apaisés.

Dans vos paroles, nous avons senti que nos blessures étaient comprises.

Et dans nos cœurs d'enfants d'hier, il ne reste désormais qu'une immense gratitude.

Simplement, profondément : **merci**.

Merci d'avoir, tous ensemble, choisi la voie de la justice et de la réparation.
Merci d'avoir contribué à refermer nos cicatrices.
Merci d'avoir reconnu notre histoire, celle des ex-mineurs de La Réunion.

Recevez l'expression de notre respectueuse et sincère reconnaissance.

Marie-Germaine Valérie PERIGOGNE
Présidente
Fédération des Enfants Déracinés des DROM
(Départements et Régions d'outre-mer)

Le dossier - Spécial Agriculture

Crise agricole : soutien aux éleveurs et enjeux européens

Depuis plusieurs semaines, nos agriculteurs traversent une nouvelle crise sans précédent. Je suis à leurs côtés pour porter leur voix, soutenir leur combat et s'assurer que les mesures mises en oeuvre protègent nos filières et assurer l'avenir de l'agriculture française.

De manière transpartisane, avec d'autres collègues nous travaillons sur une PPRE et sur une PPL pastoralisme pour renforcer notre agriculture familiale, vertueuse sur le plan de l'environnement et qui fait vivre nos territoires.



Accord UE-Mercosur : vote serré et saisine de la CJUE

Le **21 janvier 2026**, le **Parlement européen** a voté à très courte majorité pour **renvoyer l'accord UE-Mercosur à la Cour de justice de l'UE**. Cette décision suspend la ratification du traité et permettra de vérifier sa conformité juridique.



A Strasbourg aux côtés des éleveurs lozériens

Cette étape répond aux **inquiétudes sur la procédure et la protection des normes européennes**, notamment pour nos filières agricoles. L'avis de la Cour est attendu **dans les 12 à 18 prochains mois**, et je continuerai à suivre ce dossier de près.



Crises agricoles : des mesures annoncées, un cap à tenir

À l'issue d'une conférence de presse et d'un courrier adressé aux organisations agricoles, le Gouvernement a présenté **11 actions pour répondre aux crises que traverse le monde agricole**. Certaines annonces vont dans le bon sens, d'autres devront être **suivies de près dans leur mise en œuvre**.

Parmi les points importants :

- Une **mobilisation forte face à la dermatose nodulaire contagieuse**, avec vaccination massive, indemnisations engagées et soutien à la trésorerie des exploitations.
- La **garantie du budget de la PAC** et la suspension du MACF sur les engrais, indispensables pour protéger le revenu agricole.



Le **20 janvier**, j'étais à **Strasbourg** pour suivre les travaux parlementaires et échanger directement avec nos **éleveurs lozériens**, en particulier les jeunes agriculteurs.

La matinée a débuté par une réunion avec des députés européens autour d'un **recours devant la Cour de justice européenne**, portant sur des points clés :

- la scission du texte
- le choix des mécanismes de vote
- le mécanisme de rééquilibrage

J'ai ensuite suivi les débats dans l'hémicycle et rencontré nos agriculteurs pour **écouter leurs préoccupations et leurs attentes**.

L'après-midi a été consacré à une **réunion sur la PAC**, afin de mieux comprendre les enjeux du recours et les perspectives pour le secteur agricole.

Je reste pleinement mobilisée pour **défendre nos éleveurs et soutenir l'agriculture lozérienne au niveau européen**.



- Des avancées sur la **concurrence déloyale**, avec l'interdiction d'importer certains produits ne respectant pas nos normes.
- Des mesures attendues sur l'**eau**, le **loup**, la **viticulture** et les **grandes cultures**, ainsi que des allègements fiscaux et sociaux pour les agriculteurs.

En Lozère comme ailleurs, les agriculteurs n'attendent pas des promesses mais **des réponses concrètes, rapides et durables**. Je resterai pleinement mobilisée pour que ces annonces se traduisent réellement sur le terrain et pour défendre une agriculture **juste, souveraine et respectée**.

Salon de l'Agriculture

La **62^e édition du Salon de l'Agriculture se tiendra du 21 février au 1er mars à Paris, Porte de Versailles**. L'occasion de rencontrer nos éleveurs, découvrir nos filières et échanger autour des enjeux agricoles actuels.

Sommet de l'élevage 2026 : célébrons notre agriculture de montagne

En cette **Année internationale du pastoralisme**, le **Sommet de l'élevage**, du 6 au 9 octobre à Clermont-Ferrand, mettra à l'honneur un modèle d'élevage profondément ancré dans nos territoires : **le pâturage en montagne, la richesse de nos systèmes herbagers et la période des estives**.

Cette édition mettra particulièrement en lumière la **race Limousine**, symbole d'une agriculture durable et respectueuse de nos paysages et de nos traditions.

En tant que députée, je souhaite rappeler que **notre élevage est un moteur de résilience, d'innovation et de solidarité**. Malgré un contexte exigeant, nos éleveurs continuent de valoriser nos territoires et de produire des produits d'excellence.

Je vous donne rendez-vous pour **célébrer ensemble celles et ceux qui font vivre notre agriculture au quotidien !**



Dossiers d'actualité

Budget 2026 : des avancées concrètes pour toutes et tous

Dans un contexte inédit d'Assemblée nationale sans majorité, le Gouvernement a engagé sa responsabilité sur le budget 2026. Ce budget n'est pas le nôtre, mais grâce au rapport de force mené par les Socialistes, il a été modifié pour mieux protéger le pouvoir d'achat, investir dans la jeunesse et soutenir les services publics. Nous avons obtenu des avancées concrètes – hausse de la prime d'activité, maintien des prestations sociales, repas à 1 € pour les étudiants, moyens supplémentaires pour les hôpitaux, les collectivités et le logement – essentielles pour les classes populaires et moyennes, notamment dans les territoires ruraux comme la Lozère. En

Grève des médecins libéraux : ce qu'il faut savoir

Du 5 au 15 janvier 2026, plusieurs syndicats de médecins libéraux ont appelé à la grève, dénonçant des mesures du budget de la Sécurité sociale “menaçantes pour l'avenir de la médecine”.

Si chacun est libre de faire grève, je tiens à apporter quelques éléments :

- **Tarifs des actes** : le Gouvernement ne pourra pas imposer de baisse, les négociations conventionnelles restent la règle.
- **Dépassements d'honoraires** : aucune taxe ni interdiction en 2026 ; des régulations seront proposées pour les dépassements abusifs.
- **Dossier Médical Partagé (DMP)** : aucune pénalité n'est applicable,

responsabilité, nous avons fait le choix de l'action plutôt que de la censure, pour préserver ces mesures utiles à toutes et tous.

Lire le discours de Laurent Baumel

Lire le discours d'Océane Godard

Sécurité civile : soutenir nos sapeurs-pompiers (publication d'un nouveau rapport)

Lors de l'examen du Projet de loi de finance pour 2026, j'ai été **co-rapporteuse spéciale de la mission « Sécurité civile »** pour la deuxième année consécutive. J'ai conduit de nombreuses auditions pour dresser un état des lieux complet de notre sécurité civile et identifier les priorités.

Le rapport publié aujourd'hui met en avant :

- La **nécessité d'une réforme du financement** et d'une loi de modernisation de la Sécurité civile.
- Le **renforcement des moyens et des conditions de travail** des sapeurs-pompiers, professionnels et volontaires.
- La **valorisation et la sécurisation des volontaires**, pilier de notre modèle français.
- La fin du déploiement des **plateformes d'appels SDIS-SAMU** pour mieux répondre aux urgences.
- Une **stratégie d'investissement pluriannuelle**, incluant la flotte aérienne, les pactes capacitaires et NexSIS 18-112.
- Un **soutien renforcé aux associations** contribuant à la sécurité civile.
- La **nécessité de former et accompagner la résilience de la**

mais nous encourageons fortement son usage systématique.

- **Arrêts de travail** : un suivi régulier est prévu, mais les médecins conservent leur liberté de prescription selon l'état du patient (le premier arrêt de travail ne pourra dépasser un mois, mais peut être reconduit).

Je reste mobilisée pour **assurer un dialogue constructif entre l'État et les médecins**, et garantir un système de santé juste et efficace pour tous.

Pour plus de détails

Retraite des sapeurs-pompiers volontaires : une avancée majeure

Le 20 janvier 2026, la publication du **décret sur la bonification des trimestres de retraite des sapeurs-pompiers volontaires (SPV)** marque **une étape décisive pour reconnaître leur engagement citoyen**, après plus de quarante ans de revendications.

Co-présidente du groupe d'études « Sécurité civile » et rapporteure spéciale de la mission « Sécurité civile », je me suis fortement mobilisée pour que ce décret, attendu depuis près de trois ans, soit enfin publié.

Les principales mesures :

- 1 trimestre pour 10 années d'engagement
- 2 trimestres pour 20 années
- 3 trimestres pour 25 années

L'abaissement du seuil à **10 ans** permet à un plus grand nombre de SPV de bénéficier de cette bonification, offrant **reconnaissance et soutien** à près de 200 000 femmes et hommes qui sont le pilier de notre sécurité civile.

Dans des départements ruraux comme la Lozère, cette avancée est importante pour **attirer et fidéliser les volontaires**,

population.

- Le besoin de **soutenir la recherche.**

À travers ce rapport, je réaffirme mon **engagement total pour un modèle de sécurité civile plus juste, durable et efficace**, pour celles et ceux qui le font vivre chaque jour.



N° 1996

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DIX-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 23 octobre 2025.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU CONTRÔLE
BUDGÉTAIRE SUR LE PROJET DE **loi de finances pour 2026** (n° 1906),

PAR M. PHILIPPE JUVIN,
Rapporteur général
Député

ANNEXE N° 42

SÉCURITÉS :
SÉCURITÉ CIVILE

Rapporteurs spéciaux : M. DAMIEN MAUDET ET MME SOPHIE PANTEL

Députés

[Voir le décret](#)



Commission d'enquête sur la sécurité sociale : je suis pleinement mobilisée

Le **9 décembre 2025**, l'Assemblée nationale a installé une **commission d'enquête sur la sécurité sociale**, créée à la demande du RN dans le cadre du « droit de tirage ». Les **auditions publiques ont débuté le 13 janvier 2026** et se poursuivront dans les prochaines semaines.

J'ai été élue **secrétaire** de cette commission et je participerai activement avec mes collègues Jérôme Guedj, Sandrine Runel et Céline Thibaut Martinez, avec **objectivité et engagement**.

Notre mission est claire :

et je resterai pleinement mobilisée pour poursuivre ces efforts.



Accès aux soins : pour refonder notre système de santé

Face à la **grève des médecins libéraux**, j'ai cosigné une **tribune transpartisane** avec une quarantaine de parlementaires, pour lancer un vrai débat de fond sur l'avenir de notre système de santé.

La **médecine de ville** est un pilier essentiel de l'accès aux soins, surtout dans nos **territoires ruraux comme la Lozère**, confrontés à la désertification médicale.

Nous devons envisager toutes les solutions :

- Formation et accompagnement des médecins
- Conditions de travail et incitations à l'installation
- Organisation de la permanence des soins
- Régulation pour mieux répartir l'offre médicale

Notre **proposition de loi transpartisane**, déjà soutenue par 250 députés et adoptée à l'Assemblée nationale, poursuit désormais son chemin au Sénat.

Garantir **l'accès aux soins partout et pour tous** reste un combat républicain, et je continuerai à m'y engager pleinement.

- Auditer les financements, la gestion et le contrôle de la sécurité sociale
- Identifier les causes de dysfonctionnements et anomalies
- Élaborer des propositions pour lever les incertitudes et connaître le montant réel du budget social

Si des difficultés existent, nous proposerons **des solutions concrètes** pour **préserver cette grande réussite du Conseil national de la Résistance**. Les conclusions de la commission sont attendues **d'ici juin 2026**.

– 1 –
PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Article unique

- ① En application des articles 137 et suivants du Règlement de l'Assemblée nationale, est créée une commission d'enquête composée de 30 membres. Cette commission a les missions suivantes :
- ② – auditer les financements, la gestion et le contrôle de la sécurité sociale ;
- ③ – examiner les causes de dysfonctionnement et anomalies soulevées, notamment par les rapports de la Cour des comptes ;
- ④ – élaborer des propositions et des recommandations pour lever les incertitudes et connaître le montant réel du budget social.

🗨️ Intervention à l'Assemblée nationale : moderniser le patrimoine de l'Etat

J'ai pris la parole lors de la **discussion générale sur la proposition de loi visant à moderniser la gestion du patrimoine immobilier de l'État**.

Ce texte a pour objectif d'**améliorer la transparence, l'efficacité et la cohérence dans l'utilisation du patrimoine public**. J'ai rappelé l'importance d'une gestion responsable, au service des administrations, des collectivités et des usagers, tout en

[Lire la tribune](#)

🛡️ Entrisme islamiste : protéger nos institutions

Le **6 janvier**, j'ai participé à la semaine de contrôle de l'Assemblée nationale, avec un débat sur un sujet crucial : **l'entrisme islamiste et la protection des institutions républicaines**.

Au cours des échanges, j'ai souhaité élargir la réflexion à l'Europe : comment coordonner les actions avec les autres États membres pour éviter qu'une structure dissoute en France se reconstitue ailleurs ? Quels textes manquent aujourd'hui pour définir et agir contre l'entrisme, au niveau réglementaire ou législatif ?

J'ai également insisté sur **la nécessité de renforcer la culture commune de la laïcité**. Elle doit rester un rempart face à l'entrisme et être pleinement comprise, dès l'école et dans la formation des fonctionnaires. Comme le disait Jean Jaurès : « *La République doit être laïque et sociale, mais restera laïque parce qu'elle aura su être sociale.* »

Cette réflexion dépasse le seul cadre sécuritaire : l'accès aux soins, à l'éducation et l'égalité territoriale sont autant de leviers pour protéger notre jeunesse et nos valeurs républicaines.

[Voir mes interventions](#)

[Voir mon intervention](#)

Les derniers textes adoptés par l'Assemblée nationale

- [Texte adopté n°226](#) : Proposition de loi, adoptée, par l'Assemblée nationale, relative à l'intérêt des enfants ; le 29 janvier 2026.
- [Texte adopté n°225](#) : Proposition de loi, adoptée, par l'Assemblée nationale, visant à reconnaître les victimes de l'exposition aux essais nucléaires français et à améliorer leur indemnisation ; le 29 janvier 2026.
- [Texte adopté n°224](#) : Proposition de loi, adoptée, par l'Assemblée nationale, visant à garantir la gratuité des parkings des hôpitaux publics pour les patients, les visiteurs et les personnels sur leur temps de travail ; le 29 janvier 2026.
- [Texte adopté n°223](#) : Proposition de loi, adoptée, par l'Assemblée nationale, visant à réparer les préjudices causés par la transplantation de mineurs de La Réunion en France hexagonale de 1962 à 1984 ; le 28 janvier 2026.
- [Texte adopté n°222](#) : Proposition de loi, adoptée, par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, visant à mettre fin au devoir conjugal ; le 28 janvier 2026.
- [Texte adopté n°221](#) : Proposition de loi, adoptée, par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, visant à moderniser la gestion du patrimoine immobilier de l'État ; le 28 janvier 2026.
- [Texte adopté n°220](#) : Résolution, adoptée, par l'Assemblée nationale, créant une commission d'enquête sur le traitement judiciaire des violences sexuelles incestueuses parentales commises contre les enfants et la situation des parents protecteurs, notamment des mères protectrices ; le 28 janvier 2026.
- [Texte adopté n°219](#) : Proposition de loi, adoptée, par l'Assemblée nationale, visant à exercer l'accès à l'emploi, à pérenniser et à étendre progressivement l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » comme solution de retour à l'emploi pour les personnes privées durablement d'emploi ; le 27 janvier 2026.
- [Texte adopté n°218](#) : Projet de loi de finances de finances pour 2026, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, en nouvelle lecture ; le 27 janvier 2026.
- [Texte adopté n°217](#) : Proposition de loi, adoptée, par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, visant à protéger les mineurs des risques auxquels les expose l'utilisation des réseaux sociaux ; le 26 janvier 2026.
- [Texte adopté n°216](#) : Résolution, adoptée, par l'Assemblée nationale, visant à suspendre toute nouvelle création d'instances administratives pour lutter contre le phénomène d'agencification de l'État et rendre plus lisible le fonctionnement de l'administration française ; le 22 janvier 2026.

- Texte adopté n°215 : Résolution visant à inscrire la mouvance des Frères musulmans sur la liste européenne des organisations terroristes ; le 22 janvier 2026.
 - Texte adopté n°214 : Projet de loi, adopté, par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne concernant les installations de l'Agence spatiale européenne en France ; le 20 janvier 2026.
 - Texte adopté n°213 : Projet de loi, adopté sans modification, par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de notes verbales entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie relatif à l'échange de permis de conduire ; le 20 janvier 2026.
 - Texte adopté n°212 : Projet de loi, adopté sans modification, par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Observatoire du réseau d'antennes d'un kilomètre carré (SKAO) relatif à l'adhésion de la France à l'Observatoire ; le 20 janvier 2026.
 - Texte adopté n°211 : Projet de loi, modifié, par l'Assemblée nationale, relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 ; le 13 janvier 2026.
 - Texte adopté n°210 : Proposition de loi, adoptée, par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, visant à améliorer l'accès au logement des travailleurs des services publics ; le 12 janvier 2026.
 - Texte adopté n°209 : Résolution visant à garantir l'intégrité de l'information sur le changement climatique face à la désinformation climatique et aux ingérences étrangères ; le 12 janvier 2026.
 - Texte adopté n°208 : Résolution visant à empêcher la ratification de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur en demandant à l'État français la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne pour cause d'incompatibilité de l'accord avec les traités européens ; le 5 janvier 2026.
-

Les dernières questions écrites déposées

- Education : **nombre de postes ouverts au CAPES d'occitan**
- Agriculture : **crise agricole et état des lieux de la Dermatose Nodulaire Contagieuse (DNC)**

Retrouvez mes questions posées

Cosignatures de PPL

- Proposition de loi visant à renforcer la prévention et le dépistage des maladies cardio-neuro-vasculaires, responsables de lourdes conséquences humaines et sociales. Elle propose d'agir plus tôt sur les principaux facteurs de risque et de faire du milieu professionnel un levier de sensibilisation, afin d'améliorer durablement la santé de nos concitoyens.
- Proposition de loi visant à prévenir le mal-être et le risque suicidaire dans le monde agricole. Elle prévoit un suivi structuré, des sentinelles de repérage et un guichet départemental unique pour soutenir celles et ceux qui nous nourrissent face aux crises sanitaires, climatiques et économiques.

Tribunes et courriers signés

- *"Situation alarmante des Kurdes en Syrie"* → j'ai cosigné un **courrier alertant le Gouvernement sur la situation sécuritaire et humanitaire préoccupante dans le Nord et l'Est de la Syrie, où les populations kurdes subissent violences et déplacements**. Nous demandons un **suiti étroit de la France** sur le respect des cessez-le-feu, la protection des civils, le rapatriement des femmes et enfants français détenus, et le maintien d'initiatives internationales pour prévenir toute résurgence de l'État islamique.
- *"Accès aux soins : mettre toutes les solutions sur la table pour refonder le contrat entre la Nation et ses médecins"* → j'ai cosigné une **tribune transpartisane** avec une quarantaine de parlementaires, pour lancer un vrai débat de fond sur l'avenir de notre système de santé.
- *"Pour une véritable reconnaissance du bénévolat populaire"* → à l'occasion de la Journée mondiale du bénévolat, j'ai signé une tribune pour rappeler que **sans les bénévoles, nos associations et nos territoires ne tiendraient pas**.
Nous soutenons une **proposition de loi** qui vise à reconnaître et valoriser l'engagement associatif : création d'un **statut de « bénévole responsable »**, majoration des pensions et attribution de **trimestres supplémentaires** pour les bénévoles investis sur le long terme. Il s'agit d'une **mesure de justice** : reconnaître que le temps donné par les bénévoles est une richesse pour toute la société.

Actualité en Lozère



27 janvier 2026



26 janvier 2026

Vœux de la FRTP

Inauguration de la plaque commémorative des Justes de Vialas



26 janvier 2026

Présentation du festival
Contes et Rencontres



24 janvier 2026

Vœux de Vialas



24 janvier 2026

Sainte Barbe du CIS de
Pont-de-Montvert



24 janvier 2026

Vœux de Florac



20 janvier 2026

Audience solennelle de
rentrée au tribunal judiciaire
de Mende



18 janvier 2026

Vœux de Mont Lozère et
Goulet



16 janvier 2026

Sainte Geneviève :
hommages et échanges
avec la gendarmerie



13 janvier 2026

Soutien aux agriculteurs :
valoriser le local et défendre
nos filières



10 janvier 2026

Sainte-Barbe à Vialas



10 janvier 2026

Vœux du Pont-de-Montvert



8 janvier 2026

Vœux des forces
économiques à la CCI



2 janvier 2026

Vœux de Pourcharesse

Actualité à Paris



31 janvier 2026

Remise de la légion d'honneur à l'Elysée



30 janvier 2026

Rencontres parlementaires avec l'IFRASEC



29 janvier 2026

Promotion de la pêche à la Maison de la Lozère



21 janvier 2026

Vœux de Départements de France



20 janvier 2026

Aux côtés des éleveurs lozériens à Strasbourg



13 janvier 2026

Soutien aux agriculteurs devant l'Assemblée nationale

Voir toute l'actualité à Paris

Sophie Pantel, Députée de la Lozère - Serge Gayssot, suppléant

19 allée Piencourt, 48000, Mende

Site web : sophiepantel48.fr - [Contact](#)

Photos : Sophie Pantel - Canva

Suivez moi sur Facebook



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}.

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)